

## **Une réunion, un bilan, et des chiffres qui pèsent comme un constat d'échec.**

Ce 28 mai 2025, l'administration nous a conviés à discuter d'une réforme des services dans le cadre du « **protocole d'INCARVILLE** » : le but revoir les rythmes de travail afin de supprimer le matin/nuit qui conclut les cycles. Mais derrière les statistiques froides, une réalité bien plus brûlante : des équipes clairsemées, des agents éreintés, et une mécanique qui s'emballe au détriment de ceux qui la font tourner.

## **A qui la faute ? Aux postes vacants non remplacés !**

Les heures supplémentaires s'accumulent comme autant de pierres sur le dos des agents. Et aujourd'hui, on voudrait briser les brigades, la seule chose qu'il nous reste de stable, pour "réinjecter" des agents en équipe.

## **Une logique comptable, une solution de fortune. Mais à quel prix ?**

Casser des brigades, c'est fracturer les équilibres, **bouleverser des vies**. C'est plonger les agents dans une spirale de **rappels incessants** sous l'égide de la fameuse « **nécessité de service** », jusqu'à ce que leur santé mentale et physique cède. C'est ignorer les **risques psycho-sociaux**, les tensions, et ce spectre du **burn-out** qui rôde sur nos coursives. N'oublions pas l'administration a passé en force l'annualisation des heures, elle n'est plus à une contrainte prête à imposer...

Comment parler de "nouveaux services" alors que les fondations mêmes de notre établissement vacillent ? Sans un personnel suffisant, tout changement est une promesse vide, un carcan déguisé. Pour pouvoir travailler correctement et en sécurité, il faut tout d'abord l'effectif en personnels nécessaires !

## **Tant que cela ne sera pas fait, nous disons NON !**

Que l'administration cesse de se cacher derrière des statistiques et des mots creux. Qu'elle commence par combler les 4 000 postes vacants. Qu'elle propose des solutions qui respectent notre travail, notre dignité, et notre sécurité.

## **NON à cette logique qui détruit plus qu'elle ne construit !**

## **Tout changement doit être bénéfique pour les agents et non le contraire !**

C'est donc en responsabilité que l'**UFAP UNSa Justice** ainsi que les deux autres syndicats présents, le troisième étant absent, ont pris décision de dire : **NON à un changement de service en l'état actuel !**

**Les brigades ne sont pas des chiffres. Elles sont des vies, des équipes, une force collective.**

***L'UFAP UNSa Justice, une Présence Quotidienne...***